

Finances publiques : promesses et dépenses au menu des candidats

La crise a creusé la dette et alourdi le déficit mais, contrairement à 2017, ces questions occupent peu de place dans les débats présidentiels

Cramer la caisse» ou la «cramer considérablement»? L'accusation est devenue un marqueur politique, à moins de deux mois du scrutin présidentiel, dans une campagne où les candidats s'accusent à tour de rôle d'être trop dépensiers. Emmanuel Macron, bien que non encore déclaré, ferait «campagne avec un carnet de chèques», selon la candidate du parti Les Républicains (LR), Valérie Pécresse. Celle-ci, en retour, la «crame considérablement» avec «la somme des propositions qu'elle fait», a raillé le premier ministre, Jean Castex, il y a quelques jours sur Radio 1.

C'est un paradoxe : alors que la crise due au Covid-19 et le «quoi qu'il en coûte» ont alourdi la dette et creusé les déficits de façon historique, ces sujets ne sont aucunement au cœur de la campagne. Au contraire, les candidats multiplient les promesses de dépenses nouvelles, sans toujours préciser comment ils les financent.

«Il y a un décalage par rapport à 2017», constate Frédéric Dabi, directeur général de l'IFOP, pour qui le «quoi qu'il en coûte» a «libéré la parole» sur la dépense. «Il y avait moins de promesses extravagantes. Emmanuel Macron voulait se différencier autour de l'idée des promesses non tenues, et François Fillon avait un programme churchillien, avec la

suppression de 500 000 fonctionnaires.» Un discours d'austérité devenu beaucoup plus difficile à tenir après deux ans de crise sanitaire, qui ont rappelé au pays le caractère stratégique de services publics fiables et financés.

Anne Hidalgo a donné le ton, mi-septembre. En proposant de doubler le salaire des enseignants, celle qui n'était pas encore la candidate socialiste officielle, s'est attiré de vives critiques, sa mesure étant jugée irréaliste d'un point de vue financier. Mais à droite aussi, le cadre idéologique a évolué. Quand François Fillon promettait 12 milliards d'euros de dépenses nouvelles en 2017, Valérie Pécresse, l'une des rares à avoir chiffré son programme en détail, en liste 31 milliards, dont 12 de baisses d'impôts.

Pas de chiffrage global

Sa rivale Marine Le Pen égrène quant à elle de nouvelles propositions presque chaque semaine, à l'image des 7,5 milliards d'euros promis lundi 31 janvier à la police et à la justice. Elle veut par ailleurs revenir à la retraite à 60 ans - ce qui coûterait entre 20 milliards et 40 milliards d'euros -, supprimer l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans et nationaliser les autoroutes. Eric Zemmour promet lui aussi d'importantes baisses d'impôts. Tandis qu'à gauche Yannick Jadot veut consacrer

cialisé. Le reste, c'est flou.» Les recettes susceptibles de provenir de la lutte contre la fraude fiscale et sociale sont presque toujours surestimées, juge-t-il, sachant qu'elles rapportent une quinzaine de milliards alors que les contrôles ont déjà été beaucoup durcis.

Quant aux suppressions de postes de fonctionnaires, notamment dans «l'administration administrative», comme le dit Valérie Pécresse, elles ont un côté un peu irrealiste. «Si l'administration administrative, c'est l'administration centrale, cela représente 10 % de l'emploi public, c'est-à-dire 500 000 personnes, décrypte François Ecalle. Ce sont des gardiens dans les écoles, des électriciens, du personnel de proximité. Cela paraît difficile d'en supprimer 200 000.» Même chose pour les prestations sociales. L'aide médi-

« LA RÉFORME DES RETRAITES, C'EST À CE STADE LA SEULE SOURCE D'ÉCONOMIES SOLIDE ET CHIFFRÉE. LE RESTE, C'EST FLOU »

FRANÇOIS ECALLE

ex-membre

de la Cour des comptes

cale d'Etat, que plusieurs candidats veulent supprimer, coté 1 milliard d'euros aujourd'hui. Mais «on ne va pas laisser les gens mourir dans la rue», avance François Ecalle, pour qui une prise en charge par le système hospitalier semble évidente.

Surenchère

En 2017, «les primaires avaient poussé les candidats à travailler pour affronter le réalisme des projets», souligne l'économiste Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Ainsi, François Fillon proposait non seulement un cadrage financier précis, mais aussi des prévisions de dette et de déficit. Même précision pour le socialiste Arnaud Montebourg, dont le conseiller économique à l'époque n'était autre que Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Sans compter le programme d'Emmanuel Macron, présenté très tardivement - le 2 mars 2017 - mais conçu avec plusieurs économistes, dont Jean Pisani-Ferry.

La recomposition idéologique à l'œuvre, chez LR comme à gauche, rend en outre difficile d'arrêter des lignes claires. Les marqueurs relatifs au rôle de l'Etat et à la dépense publique ont évolué à droite. Quant aux difficultés de la gauche à trouver un candidat commun, elles poussent plutôt à la surenchère qu'à un pro-

gramme précis. De quoi décourager certains économistes... L'OFCE a ainsi choisi de ne pas évaluer les programmes des candidats à ce stade. «On ne peut pas voir la faisabilité d'un programme sur l'évaluation d'une seule mesure. Cela demande aussi de connaître les perspectives de croissance associées... Et puis, quand on évalue, on sera toujours plus sévère avec ceux qui ont fait le travail précisément», soupire M. Ragot.

En 2017, les candidats faisant la course en tête mettaient en avant la question des finances publiques, «c'était un moyen pour eux de se démarquer des petits, et un élément de préséance», analyse Jérôme Batout, économiste et philosophe, rap- pelant que les questions économiques avaient disqualifié Marine Le Pen. Cette fois-ci, «les gros comme les petits évitent de parler» du problème de la dette et du déficit, car «c'est une source d'angoisse dans un pays où la dépense publique représente 60 % du PIB». Difficile d'imaginer «ce déni» se fissurer, même dans une logique de second tour. «On sait que le risque d'un effondrement financier est élevé puisque les taux sont en train de remonter, poursuit Jérôme Batout. Mais en visager ce scénario rend tout autre discours inopérant.» ■

ELSA CONESA

ET AUDREY TONNELIER